POUR UN PLAN D'URGENCE POUR LES ECOLES, COLLEGES ET LYCEES

STOP à l'impréparation, à la désorganisation et au mépris Tou-tes en grève mardi 10 novembre

L'intersyndicale dénonce la récupération de l'assassinat de Samuel Paty, ce drame effroyable à des fins de basse politique, dangereuse et nauséabonde, ainsi qu'une fois de plus la gestion chaotique, ubuesque et médiocre de cette rentrée de novembre de la part du ministère de l'Éducation Nationale et de l'ensemble du gouvernement. Une nouvelle fois, nous subissons des injonctions contradictoires, tardives et difficilement applicables et ce, sans temps banalisé. Ce manque de considération envers notre travail, envers nos élèves, leurs familles et les collectivités territoriales est inacceptable.

"Le pays est de nouveau plongé dans un confinement qui prive la population de libertés fondamentales et que le gouvernement justifie pour éviter la saturation des lits de réanimation alors que près de 80 000 lits ont été supprimés depuis 2003 dans les hôpitaux."

L'intersyndicale condamne avec la plus grande fermeté la violente répression de la police dont des lycéens ont été victimes notamment au lycée Saint Sernin à Toulouse mardi 3 novembre, et demande l'arrêt des poursuites.

Si nos organisations sont favorables au maintien de l'ouverture des écoles, collèges et lycées, il serait inacceptable que les établissements scolaires se transforment en « garderie » uniquement pour permettre la continuité de l'activité économique. Notre mission c'est d'enseigner!

Le confinement du printemps dernier s'est traduit pour nos élèves les plus fragiles par le décrochage et le renforcement des inégalités. Nous refusons de les aggraver en réduisant le nombre d'heures de classe en présentiel. L'allègement de nos effectifs est indispensable pour mener à bien nos missions. Nous exigeons la création immédiate des postes nécessaires, notamment par le recours aux listes complémentaires des concours.

Le ministre doit assumer sa responsabilité en matière de protection des personnels et des élèves : masques appropriés, distanciation dans les classes, points d'eau en nombre suffisant, accès à la médecine de prévention, suivi des personnels à risques ... Nous exigeons partout des mesures réellement protectrices pour les personnels et les élèves.

Les CHCST doivent jouer pleinement leur rôle sans être entravés dans cette période où les personnels en ont grand besoin. Nous réaffirmons notre opposition à leur suppression programmée.

Malgré la crise sanitaire, le ministre Blanquer poursuit ses réformes destructrices contre l'avis de l'ensemble de la communauté éducative, à l'image de son Grenelle de l'Éducation qui ne laisse rien présager de bon. Il se pose aujourd'hui en défenseur de la liberté d'expression alors qu'il n'a de cesse de poursuivre, menacer et réprimer les collègues qui s'expriment contre ses réformes comme nos collègues de Melle dans l'académie de Poitiers. Toutes les poursuites engagées à leur encontre et toutes les sanctions doivent être levées.

Le Ministre de l'Éducation nationale, plus que jamais délégitimé et de plus en plus dangereux par ses propos et méthodes, **doit en urgence entendre les personnels sur leurs revendications.**

Pour cela, l'intersyndicale appelle l'ensemble des collègues à se réunir et débattre des modalités d'actions pour formuler les revendications et discuter de la manière d'en obtenir satisfaction y compris par la grève et à :

- se réunir en AG dans leur école, établissement, secteur, etc. pour discuter sur les revendications et préparer la grève
- se mettre en grève mardi 10 novembre,
- AG avant la manifestation sous la médiathèque Marengo à 10h00













- Pour des mesures de protection de l'ensemble des personnels
- Pour le respect de nos métiers et nos missions
- Pour des moyens humains et matériels à la hauteur des besoins du service public d'éducation et en soutien à tous les autres services publics démantelés: création rapide et massive de postes, de classes
- Pour des conditions d'études et de vie des élèves sous le covid et en général, respectueuses de leur santé physique et psychique
- Pour des conditions de travail dignes de tous les personnels (agent.e.s des collectivités territoriales, contrat précaires: AESH, AED, enseignant.e.s contractuel.le.s)
- Pour l'abrogation des contre-réformes, l'abandon des projets de loi néfastes et pour l'arrêt des évaluations standardisées imposées
- Pour la hausse immédiate des salaires et des pensions sans contrepartie et l'ouverture immédiate de négociations en vue d'un rattrapage de la perte de pouvoir d'achat subie depuis 2000.
- Pour le respect des libertés et des droits et la levée des poursuites contres les personnels et militant.e.s syndicaux.ales et contre la répression de lycéen.ne.s

TOU.TE.S EN GRÈVE LE 10 NOVEMBRE

AG DE GRÉVISTES à 10H00 sous l'Arche Marengo

MANIFESTATION à 11h30 en direction de la préfecture

